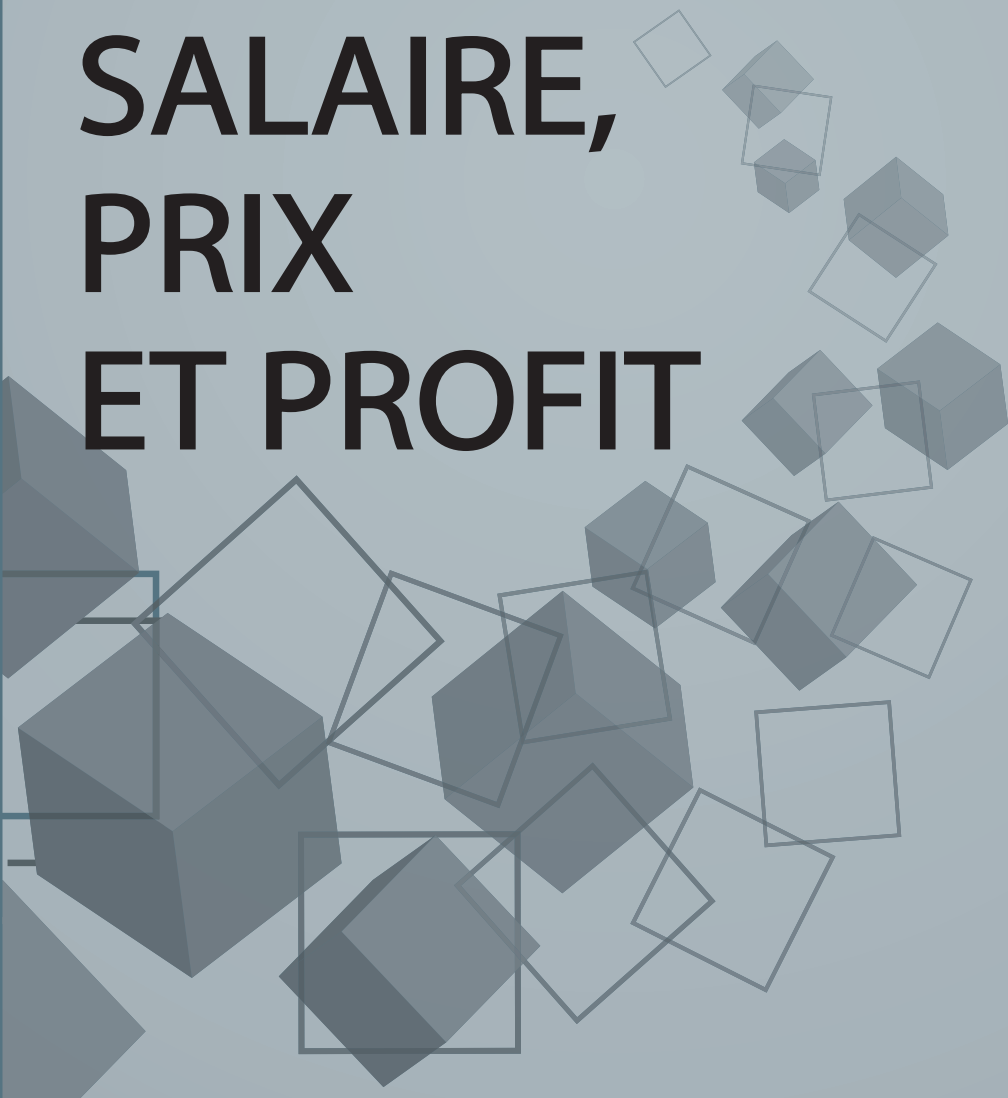




Septembre 2023

Brochure fédérale N° 51

SALAIRE, PRIX ET PROFIT





Sept 2023

Brochure fédérale N° 51

SALAIRE, PRIX ET PROFIT



Les Brochures précédentes

Brochure n°1 – LA GPEC

Brochure n°2 – LA CRISE ECONOMIQUE C'EST EUX, LA SOLUTION C'EST NOUS !

Brochure n°3 – LES RESTRUCTURATIONS D'ENTREPRISE

Brochure n°4 – DECALOGUE POUR UNE REDACTION NON SEXISTE

Brochure n°5 – PORTRAITS DE MARC

Brochure n°5 BIS – HORS-SERIE – LE FRONT NATIONAL OU L'IMPOSTURE SOCIALE

Brochure n°6 – SONDAGE, CENTRES D'APPELS ET INFORMATIQUE

Brochure n°7 – D'UNE CONCEPTION DU SYNDICALISME ... A UNE DEMARCHE SYNDICALE

Brochure n°8 – DE LA QUESTION DES DEFICITS ... QUELQUES ELEMENTS D'ANALYSE ET DE REPONSE

Brochure n°9 – LE TELETRAVAIL

Brochure n°10 – LES TEXTES DU 9^{ème} CONGRES DE LA FEDERATION DES SOCIETES D'ETUDES

Brochure n°11 – LA GRANDE CONFERENCE SOCIALE

Brochure n°12 – COMPRENDRE L'ÉVOLUTION DU SECTEUR DES SSII ET CONNAÎTRE SES FONDAMENTAUX POUR MIEUX LIRE ET DÉCRYPTER LES DISCOURS DES FÉDÉRATIONS PATRONALES ET DES DIRECTIONS

Brochure n°13 – ANALYSE SECTORIELLE

Brochure n°14 – PREMIER BILAN DE LA FEUILLE DE ROUTE SOCIALE

Brochure n°15 – GUIDE LA COMPTABILITÉ À USAGE DES SYNDICATS

Brochure n°16 – BUREAUX D'ETUDES, COÛT DU CAPITAL ET SSII

Brochure n°17 – CENTRES D'APPELS / SONDAGE

Brochure n°18 – ABECEDAIRE - 1^{ère} Partie

Brochure n°19 – COMBATTRE LE PROJET DE LOI MACRON

Brochure n°20 – L'HYPER FEMINISATION DU SECTEUR DES CENTRES D'APPELS

Brochure n°21 – RAPPORT COMBRESSELLE

Brochure n°22 – L'ACCORD SUR LE TEMPS DE TRAVAIL

Brochure n°23 – ABECEDAIRE - 2^{ème} Partie

Brochure n°24 – LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Brochure n°25 – FORFAIT JOURS

Brochure n°26 – LA COMPETITIVITE

Brochure n°27 – 10^{ème} CONGRES FEDERAL – NOS ORIENTATIONS

Brochure n°28 – L'IMPACT DU NUMERIQUE SUR L'EMPLOI ET LE TRAVAIL - 1^{ère} partie

Brochure n°29 – L'IMPACT DU NUMERIQUE SUR L'EMPLOI ET LE TRAVAIL - 2^{ème} partie

Brochure n°30 – LE CSE

Brochure n°31 – POUR UN NUMÉRIQUE AU SERVICE DES SALARIÉ.E.S : ENJEUX ET DÉFIS DE LA DIGITALISATION

Brochure n°32 – L'EXPERTISE COMPTABLE FACE AU DÉFIS DU NUMÉRIQUE

Brochure n°33 – ASSISES DU NUMERIQUE – EXPERTS COMPTABLE

Brochure n°34 – ELECTIONS CSE MODE D'EMPLOI

Brochure n°35 – IMPACT DU NUMÉRIQUE SUR LES MÉTIERS DE LA RELATION CLIENT

Brochure n°36 – LA RÉFORME DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Brochure n°37 – ASSISES DU NUMERIQUE DANS LES CENTRES D'APPELS

- Brochure n°38 - FLEXIBILITE, LICENCIEMENT
- Brochure n°39 - LE TELETRAVAIL
- Brochure n°40 - LE COUT DU CAPITAL ET FINANCIARISATION
- Brochure n°41 - GUIDE DU MILITANT
- Brochure n°42 - 32H - LE GUIDE DU MILITANT
- Brochure n°43 - GUIDE DU MILITANT
- Brochure n°44 - DOCUMENT D'ORIENTATION 11^{ÈME} CONGRÈS
- Brochure n°45 - RENSER, TRANSFORMER CE QU'UN QUINQUENNAT ...
ET D'AUTRES AVANT, ET OUVRIR LA VOIE DU PROGRES SOCIAL
- Brochure n°46 - L'ATTRACTIVITE DU SECTEUR DES ESN
- Brochure n°47 - LES ENJEUX DE LA TRANSITION NUMÉRIQUE ET ÉNERGÉTIQUE
DANS LE SECTEUR DE L'IT ET DE L'INGÉNIERIE
- Brochure n°48 - ALIENATION 3.0
- Brochure n°49 - COLLOQUE PORTAGE SALARIAL
- Brochure n°50 - FORMATION PROFESSIONNELLE

Sommaire

En guise d'introduction...

7

Quelle est la source du profit ? Un paradoxe apparent résolu par la découverte de la plus-value

8

A) L'origine de la valeur des marchandises se trouve dans la quantité de travail socialement nécessaire incorporée en elle

8

B) Le prix de vente d'une marchandise peut s'écarter de la valeur réelle d'une marchandise

13

C) Comment se forme le profit d'une entreprise ? Un paradoxe apparent

15

Les rapports contradictoires entre les salaires et les profits

19

A) Le profit prend sa source dans le travail non-payé

19

B) Le rapport contradictoire entre le salarié et le profit

25

C) Travail contre capital

34

Lutte capital/travail comment agir dans l'entreprise

37

A) Que faire du profit ?

37

B) Contre le discours patronal sur l'utilité du profit

40

C) La CGT, un rôle central dans cette lutte

47

En guise d'introduction...

Chacune et chacun l'aura compris, un clin d'œil à un rapport de K. Marx au conseil général de l'Association Internationale des travailleurs en 1865. Cette brochure est issue de la journée d'étude animée par notre camarade Tibor du cabinet JDS experts en décembre 2022. Revenir sur nos fondamentaux dans l'analyse théorique de l'économie politique nous est apparu fondamental. Analyser et comprendre ce qui se cache derrière l'apparence des mécanismes économiques pour mieux agir continue à être notre préoccupation.

Il ne s'agit aucunement de paraphraser de quelque manière que ce soit l'analyse théorique de l'économie politique dans sa version critique. Nous avons simplement tenté de mettre à la portée de tous cette vulgarisation, simplement parce que cette analyse est essentielle pour ceux qui, comme nous, portons un projet de transformation sociale.

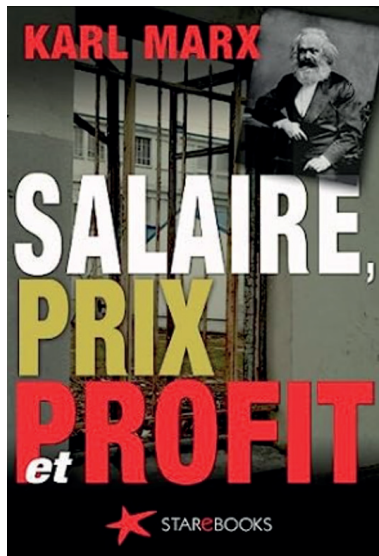
Cette brochure s'articule avec plusieurs autres comme :

- La crise économique c'est eux, la solution c'est nous (n° 2)
- Bureau d'étude, coût du capital, SSII (n° 16)
- La compétitivité (n° 26)
- Le coût du capital et la financiarisation (n° 40)
- Renverser, transformer ce qu'un quinquennat ... et d'autres avant ont déconstruit et ouvrir la voie du progrès social (n° 45)

Cela permet à chaque militant.e d'être formé.e sur les questions économiques, questions importantes pour ne pas nous laisser fourvoyer par le patronat.

Quelle est la source du profit ? Un paradoxe apparent résolu par la découverte de la plus-value

« La richesse des sociétés dans lesquelles règne le monde de production capitaliste s'annonce comme une immense accumulation de marchandises ». K. Marx, Le Capital



A) L'origine de la valeur des marchandises se trouve dans la quantité de travail socialement nécessaire incorporée en elle.

La marchandise est une forme de richesse sociale propre au mode de production capitaliste. C'est un produit du travail. Elle est aussi en mouvement au travers du processus d'accumulation. Ce processus d'accumulation se développe au travers de métamorphoses. En fait, l'accumulation des marchandises renvoie à la dynamique de la valorisation de la valeur qui se développe au fil de la métamorphose des marchandises en argent, et de l'argent en capital. Pour qu'une marchandise existe, celle-ci doit remplir deux conditions :

- Il faut que le produit en question soit le résultat d'un travail humain, d'une activité de production.

- Ce produit doit être échangé sur le marché. Autrement dit, il doit être vendu.

Un produit a, par essence, une valeur d'usage. Elle représente l'utilité de l'objet en ce qu'il se rapporte à des besoins ou des désirs humains. Il permet de les satisfaire.

N'importe quel objet peut avoir une valeur d'usage qu'il soit marchandise ou non. Ainsi un café préparé chez soi a une valeur d'usage pour son utilisateur. C'est l'utilisation qui la lui confère. La valeur d'usage n'a de valeur que pour l'usage et ne se réalise que dans le procès de la consommation.

Toute marchandise possède une valeur d'usage, puisque c'est la condition première pour qu'elle intéresse les acheteurs.

Mais la marchandise a une face cachée, la valeur ou valeur d'échange. C'est une de ses métamorphoses, de la valeur d'usage à la valeur d'échange. La valeur d'échange place le « produit » par rapport aux autres dans une relation d'échange. Ainsi, contrairement à la valeur d'usage, la valeur d'échange place la marchandise dans son rapport aux autres marchandises. La valeur d'échange est, elle, soumise aux lois de l'économie.

Ainsi, x kilos de farine ont la même valeur que y kilos de fer.

Qu'en est-il de l'échange de marchandise ? Si les marchandises s'échangent sur le marché, elles doivent avoir un dénominateur commun pertinent. On entend celui-ci comme une propriété commune à plusieurs choses susceptibles d'être quantifiée. Elle détermine les proportions d'échanges entre les choses. Le commun dénominateur des marchandises n'est ni le prix, ni le coût, ni l'utilité.

Le prix n'est que l'expression visible de la valeur. Il ne peut pas être un dénominateur commun simplement car cela laisse en suspens la question des différences de prix elles-mêmes. En effet, comment expliquer qu'une marchandise coûte 300 euros et qu'une autre coûte 500 euros. Il en est de même pour les coûts de production. Concernant l'utilité, la valeur d'usage constitue une propriété spécifique à chaque marchandise. Comment comparer et mesurer l'utilité d'une table et d'une paire de chaussures dans l'absolu ?

Le dénominateur commun à toutes les marchandises est en réalité la quantité de travail incorporée. Ainsi la valeur d'une marchandise dépend de la quantité de travail direct et indirect nécessaire à sa fabrication. Le travail est donc à l'origine de toute valeur. Dit autrement, la valeur est du travail consacré à produire des marchandises vendues.

La valeur suppose :

- 1) La production de marchandises
- 2) La vente des marchandises produites.

L'origine de la valeur des marchandises se trouve dans la quantité de travail. Mais pas n'importe quelle quantité de travail. Il s'agit de la quantité de travail socialement nécessaire. La valeur sociale d'une marchandise est en réalité la quantité de travail requise pour produire cette marchandise dans des conditions moyennes (de technique, de qualification...).

Sans production, pas de valeur
Sans vente, pas de valeur

Le dénominateur commun à toutes les marchandises est la quantité de travail incorporée dans celles-ci. La valeur d'une marchandise est une « chose » relative. Elle ne peut pas être fixée sans considérer cette marchandise dans ses rapports avec toutes les autres. Ainsi, quand on parle de la valeur d'échange d'une marchandise, on entend le rapport de quantité suivant lequel elle s'échange avec toutes les autres marchandises. Dans ce cadre, se pose la question suivante : ces proportions suivant lesquelles les marchandises s'échangent, comment se règlent-elles ? La réponse est : par la quantité de travail.

En effet, la quantité de travail est le dénominateur commun à toutes les marchandises. Ces quantités de travail sont transmises à la marchandise qu'elles produisent. La valeur d'une marchandise dépend donc de la quantité de travail direct et indirect nécessaire à sa fabrication. Le travail est à l'origine de toute valeur. C'est pourquoi, le travail ne peut être un coût.

La marchandise est donc le produit du travail humain. Il nous faut donc rapidement examiner comment est considéré le travail des producteurs de marchandises.

Il faut distinguer le travail concret et le travail abstrait. Le travail concret est spécifique à chaque marchandise et à chaque catégorie de travailleurs. C'est le travail envisagé dans ses aspects matériels comme le travail d'un menuisier, d'un métallurgiste, d'un développeur... Le travail abstrait, lui, est le travail indirectement social. Il est fait abstraction de tous les aspects matériels propres au travail concret. On parle de travail en général, producteur de biens et de services. C'est le travail en ne retenant que l'aspect social.

Travail concret --> un menuisier qui fabrique une table ;
Travail abstrait --> production de marchandise par des travailleurs.

Et c'est ce travail abstrait, indirectement social, qui constitue le commun dénominateur des marchandises. La marchandise est donc le produit du travail indirectement social. On la dénomine ainsi valeur. Aussi quand il y a achat ou vente d'une marchandise, on échange du travail indirectement social, c'est-à-dire de la valeur.

L'origine de la valeur des marchandises se trouve dans la quantité de travail socialement nécessaire. La quantité de travail social dépend des conditions sociales de production. Celle-ci n'est pas entendue comme le travail individuel effectivement dépensé par un travailleur donné à la production d'une marchandise donnée (le travail concret), mais bien la quantité de travail nécessaire en moyenne pour produire cette marchandise, pour un niveau donné de développement des forces productives (le travail abstrait).

Cela permet d'introduire deux éléments :

- Le rôle de la productivité. L'introduction d'une innovation technologique telle que la mécanisation, l'informatisation... ou organisationnelle avec le fordisme, le toyotisme, le lean management... permet de diminuer le temps de travail socialement intégré à la production de marchandise. La valeur de la marchandise diminuera. Par exemple, avec un certain degré de force productive, dans un centre d'appel, une journée de 10 heures peut produire 20 dépannages

avec un degré moindre de force productive elle peut produire 10 dépannages seulement.

- Le rôle de la concurrence. Pour l'entreprise n'ayant pas intégré cette innovation, la valeur de la marchandise sera supérieure à sa valeur sociale, l'entreprise sera donc tôt ou tard écartée du marché. Pour reprendre l'exemple précédent

- pour l'entreprise ayant introduit l'innovation, 1 dépannage = 30 minutes (de valeur travail) ;

- pour l'entreprise n'ayant pas introduit l'innovation, 1 dépannage = 60 minutes (de valeur travail).

Mais la valeur d'une marchandise, c'est aussi la somme du travail passé (travail mort) et du travail présent (travail vivant) nécessaire à la production. En effet, pour produire une marchandise, le travailleur utilise le résultat du travail d'autres travailleurs pour travailler. Le travail consacré à produire une marchandise recouvre en réalité deux types de travail distinct :

- Le temps de travail destiné à produire les moyens de production achetés.
- Le temps de travail destiné à produire la marchandise

Valeur du manteau : $4h + 8h = 12h$.

Les 4 heures correspondent aux machines et matières premières. Ils ont déjà été produits. Les 8 heures correspondent au travail fourni avec les machines et les matières premières. Ces 4 heures sont transférées à la marchandise par le biais du travail effectué par le travailleur. Les 8 heures, elles, constituent une nouvelle valeur créée par la force de travail.

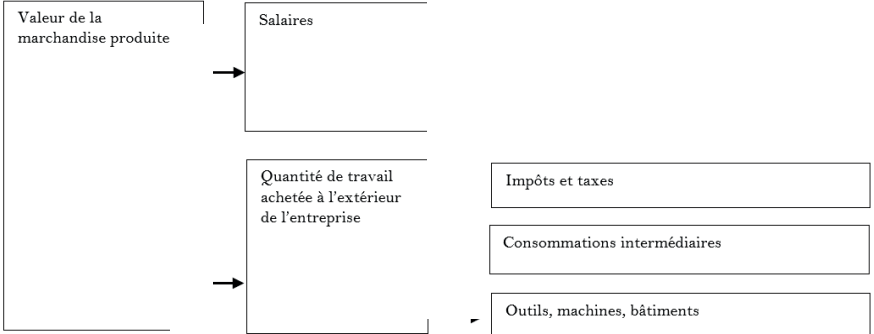
Valeur d'une marchandise = ancienne valeur (travail mort) + nouvelle valeur (travail vivant)

La valeur d'une marchandise est constituée des quantités totales de travaux qui lui sont transmises au cours de la production. La valeur réelle d'une marchandise s'obtient en additionnant les quantités de travail suivantes :

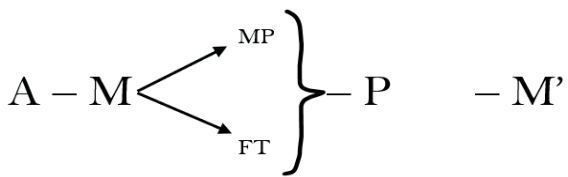
- Quantité de travail pour produire la marchandise
- Quantité de travail transmise à la marchandise qu'elles construisent :

- Quantité de travail incorporée dans les impôts et taxes payées par les entrepreneurs

- Quantité de travail antérieurement incorporée dans les consommations intermédiaires composant la marchandise (matières premières, énergie, sous-traitance...)
- Quantité de travail antérieurement incorporée aux moyens de production (outils, machines, bâtiments...)



Il est possible de schématiser cette production de valeur ainsi :



<p>Achat de la force de travail et des moyens de production ; Ancienne valeur.</p>	<p>Production : - transfert d'une partie de la valeur des moyens de production - mise en valeur par combinaison des moyens de production</p>	<p>Création d'une nouvelle valeur</p>
--	--	---------------------------------------

B) Le prix de vente d'une marchandise peut s'écarter de la valeur réelle d'une marchandise

Nous venons de voir comment était déterminée la valeur réelle d'une marchandise. Nous allons voir que valeur et prix d'une marchandise sont deux choses différentes avec notamment l'impact de l'offre et de la demande. Quel est donc le lien entre la valeur d'une marchandise et le prix d'une marchandise ? Le prix est en fait l'expression monétaire de la valeur. La valeur réelle d'une marchandise peut être définie comme correspondant à son prix naturel, en dehors du processus d'échange. Mais, nous avons dit plus haut que la marchandise ne se manifeste que par la vente. Sans processus d'échange, pas de valeur. Il faut donc compter avec celui-ci.

Cette vente s'effectue contre de la monnaie qui fait fonction de lien social. Et c'est la quantité de monnaie contre laquelle s'échange une marchandise constitue le prix de cette marchandise.

Le prix naturel d'une marchandise peut être différent de son prix de vente qui est un prix de marché. Le prix naturel n'est autre que l'équivalent monétaire des valeurs. Il indique quel prix correspond à une heure de valeur. Il donne la traduction fidèle, en terme monétaire d'une heure de travail indirectement social. On peut noter :

Prix d'une marchandise = valeur de celle-ci * équivalent monétaire des marchandises

Cet équivalent monétaire peut être différent entre chaque pays au regard des quantités de travail présentes dans les marchandises.

Le prix de marché impacte le prix naturel. Il est le prix visible dans le processus d'échange des valeurs, c'est-à-dire des marchandises. Le prix de marché des marchandises peut correspondre à la valeur des marchandises, c'est-à-dire aux quantités respectives de travail qu'exige leur production si l'offre et la demande s'équilibrent. Le prix de marché d'une marchandise peut s'écarter de la valeur de cette même marchandise en fonction de l'offre et de la demande : il s'écartera parfois à la hausse, parfois à la baisse.

$$\begin{array}{l} \text{Prix effectif} \quad = \quad \text{Prix} \pm \text{Déviation} \\ \underbrace{\hspace{2cm}} \quad \quad \quad \underbrace{\hspace{2cm}} \\ \text{Prix de marché} \quad \quad \quad \text{Valeur X équivalent monétaire} \end{array}$$

Les prix effectifs des marchandises sont à des degrés divers supérieurs ou inférieurs aux prix. Cela tient aux pouvoirs de marché des producteurs et aux rapports de force des acteurs du marché. Ces pouvoirs de marché sont :

- Les déséquilibres entre l'offre et la demande ;
- Les moyens de pression sur les autorités publiques ;
- L'hétérogénéité des produits et les goûts des consommateurs.

Il y a donc théoriquement des écarts entre le prix d'une marchandise et le prix effectif de la marchandise. Ces écarts sont dus à un ensemble de considérations comme l'abondance ou la rareté des marchandises, la présence de monopoles ou d'oligopoles, l'intervention des pouvoirs publics, la différenciation des produits. Mais ces considérations n'expliquent pas cet écart.

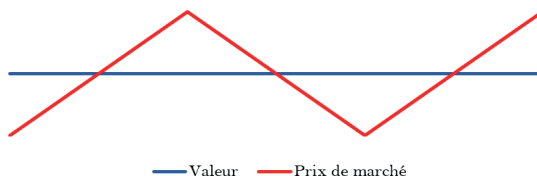
Les prix fixes sont constitués des prix avec leurs déviations. Ces derniers sont déterminés par les valeurs. Les prix effectifs sont donc aussi déterminés par les valeurs.

Ainsi à quelques exceptions près, les marchandises se vendent en moyenne à leur valeur réelle. En effet, en dehors de quelques cas, les pressions concurrentielles font que les marchandises se vendent en moyenne à leurs prix naturels.

Si, à propriété identique, une voiture était vendue systématiquement à un prix de marché plus élevé par l'entreprise A que par l'entreprise B, l'entreprise A perdrait des clients et devrait baisser son prix. A l'inverse, si l'entreprise B vendait systématiquement ses voitures à un prix inférieur à leur valeur naturelle, elle réaliserait des pertes jusqu'au dépôt de bilan. Il y a bien une égalisation des prix au niveau macro-économique au regard du prix naturel... et donc de la valeur. Cela ne veut pas dire que les prix d'une marchandise donnée ne varient jamais sur le long terme. Les marchandises se vendent à leurs valeurs naturelles, mais celles-ci peuvent évoluer.

L'évolution des forces productives, les gains de productivité peuvent cependant contredire le point précédent, et favoriser des prix de marché durablement supérieurs à leurs prix naturels :

- L'effet des monopoles ou des oligopoles avec ententes sur les prix ;
 - Les situations de pénuries qui abaissent durablement l'offre sous le niveau de la demande.
- Les effets de mode ou de marque



C) Comment se forme le profit d'une entreprise ? Un paradoxe apparent.

Il nous faut faire un détour sur la question du revenu. La source du revenu des producteurs est liée à un principe qui stipule que le revenu est créé par le travail présent consacré à la production de marchandise. Il s'articule à deux autres principes que nous avons vu précédemment, à savoir :

- La valeur des marchandises se décompose en valeur ancienne (les moyens de production) et valeur nouvelle (créée par le travail)

$$\underline{\text{Ex}} : 10h + 8h = 18h$$

- 18h est la valeur de la marchandise produite et vendue.
- 8h est la valeur de la marchandise produite par un travailleur
- 10h est la valeur transmise par les moyens de production

- La valeur des marchandises s'exprime en fonction d'un prix.

$$\underline{\text{Ex}} : 18h * \text{Eqm} = 1800 \text{ euros}$$

- 18h est la valeur de la marchandise
- Eqm est l'équivalent monétaire que nous avons arbitrairement situé à 100 euros/heure

La valeur nouvelle créée par le travail peut s'exprimer ainsi :

$$10h + \underbrace{8h}_{\rightarrow 8h : \text{valeur nouvelle}} = 18h$$

En reprenant notre exemple, ce revenu créé est égal à $8h * \text{Eqm} = 800$ euros

Le producteur crée une valeur nouvelle en heure et un revenu nouveau en euros. C'est une réalité invisible qui se cache derrière un raisonnement pernicieux. Il laisse entendre que la valeur nouvelle créée n'est en fait qu'un revenu net (800 euros) dû à la différence entre le prix de vente de la marchandise produite (1800 euros) et le prix d'achat des moyens de production (1000 euros).

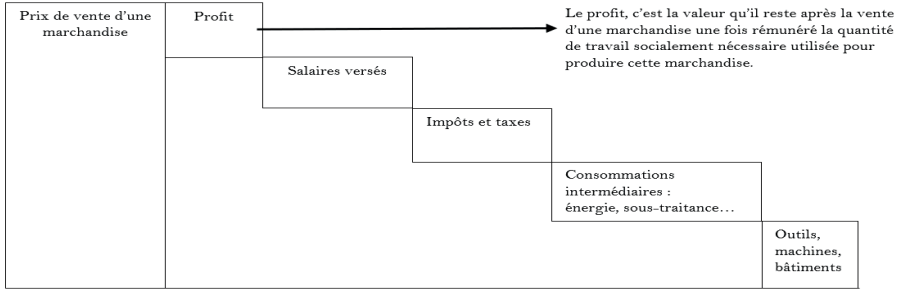
En réalité, les prix traduisent la valeur des marchandises et les revenus traduisent la valeur nouvelle créée par le travail.

Il est nécessaire bien entendu d'appréhender ces questions au regard du revenu global, c'est-à-dire d'un point de vue macro-économique. Ce revenu global est créé par l'ensemble des travailleurs en proportion du travail indirectement social qu'ils produisent. Sa répartition dépend de plusieurs facteurs :

- L'existence d'un secteur de production non-marchand. Il y a prélèvement opéré sur le revenu global dans le secteur de la production marchande.
- Le non-marchand ne crée pas de valeur.

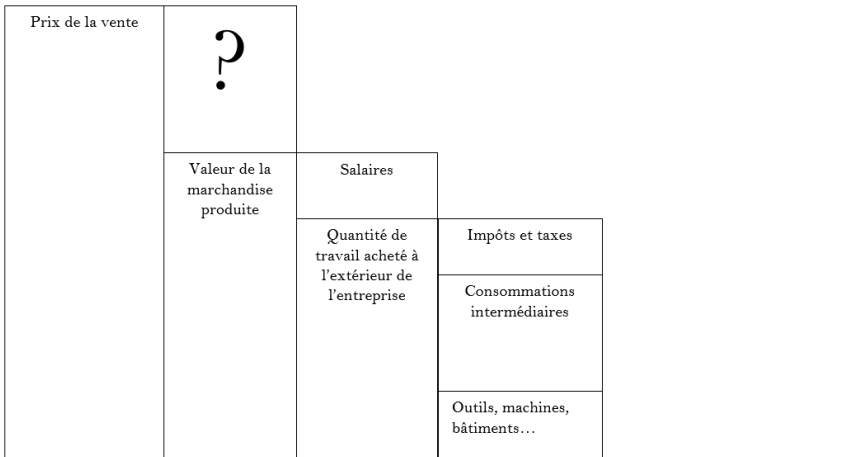
- Les différences de pouvoir d'achat selon les branches.
- Les différences de productivité selon les entreprises.

Après ce détour, posons-nous la question : qu'est-ce que le profit ? Empiriquement, il apparaît ainsi :



Mais le profit ne découle pas de la vente d'une marchandise à un prix de marché supérieur à sa valeur naturelle. Il est vrai que, jusqu'à Marx, les économistes étaient persuadés que le profit résultait de la vente d'une marchandise à un prix de marché supérieur à sa valeur naturelle.

Cependant nous venons de voir que les pressions concurrentielles poussent globalement les entreprises à vendre leurs marchandises à leurs prix naturels sauf exception. Il est clair que le profit courant ne provient pas du prix de marché des marchandises.



Par ailleurs, les entreprises sont autant acheteuses que vendeuses : le profit qu'elles tireraient d'une vente à un prix de marché trop élevé serait perdu en achetant les consommations intermédiaires à un prix de marché trop élevé.

Enfin, un raisonnement par l'absurde suffit à invalider ce raisonnement : il faut bien que cette « survaleur » soit payée initialement par quelqu'un, mais en contrepartie de quoi ? D'un point de vue macro-économique, ça ne fonctionne pas.

Le profit est nécessairement intégré à la valeur réelle des marchandises. Il ne découle pas de la vente d'une marchandise à un prix de marché supérieur à sa valeur naturelle. Il se réalise par la vente des marchandises non pas au-dessus de leur valeur réelle, mais bien à leur valeur réelle. Ainsi donc, nous expliquer la nature générale des profits, Karl Marx indique qu'il faut partir du principe suivant :

En moyenne, alors que les marchandises se vendent à leurs valeurs réelles, les profits viennent de ce qu'elles se vendent ainsi, c'est-à-dire proportionnellement à la quantité de travail qu'elles contiennent. Et d'affirmer : « si l'on ne peut expliquer le profit en partant de là, alors on ne peut pas l'expliquer du tout. »

Profit	Valeur de la marchandise produite	Salaires	
Prix de vente de la marchandise produite		Quantité de travail acheté à l'extérieur de l'entreprise	Impôts et taxes Consommations intermédiaires Outils, machines, bâtiments...

Le profit est la partie de la valeur de la vente d'une marchandise pour laquelle l'entreprise ne paie pas de contre-valeur.

Mais alors, d'où vient le profit ?

Il faut appréhender cette question au travers du processus de circulation des marchandises. On y distingue deux process. En effet, l'argent en tant qu'argent et l'argent en tant que capital, ne se distinguent de prime abord que par leurs différentes formes de circulation.

La forme immédiate de circulation des marchandises est :

$$M - A - M'$$

Transformation de la marchandise (M) en argent (A) et retransformation de l'argent (A) en marchandise (M'). On vend pour acheter. Le but de cet échange est de se procurer des biens ou des services utiles. L'argent n'est qu'un moyen. M et M' ont la même valeur d'échange. La fin est la valeur d'usage de M', jugée supérieure à celle de M par celui qui achète M'.

Mais à côté de cette forme, nous en trouvons une autre tout à fait distincte : la forme A – M – A' (argent – marchandise – argent). Il y a transformation de l'argent en marchandise et retransformation de la marchandise en argent. On achète pour vendre. Tout argent qui dans son mouvement décrit ce dernier cercle se transforme en capital, devient capital et est déjà par destination capital.

Dans ce cas, l'argent est la fin : A' est supérieur à A. Il y a création d'une survaleur ou plus-value.

Comment, alors que l'entreprise achète des marchandises à leur valeur (A – M) et vend les marchandises qu'elle possède à leur valeur (A – M) et vend les marchandises qu'elle possède à leur valeur, peut-elle malgré tout réaliser une plus-value ou survaleur ?

Les rapports contradictoires entre les salaires et les profits

A) Le profit prend sa source dans le travail non-payé

D'où vient alors le profit ? Un paradoxe qui est résolu par Karl Marx avec la découverte de la plus-value ou survaleur au travers de la formule générale du capital :

$$A - M - P - M' - A'$$

Pour comprendre cette formule, il faut examiner de plus près les deux formes de circulation

$$A - M - A \text{ et} \\ M - A - M$$

Il faut remarquer que dans chacune des deux phases, les mêmes éléments naturels se font face, à savoir la marchandise (M) et l'argent (A). Deux personnes ont ainsi les mêmes masques économiques, acheteur et vendeur. Chaque mouvement, achat-vente et vente-achat, est l'unité des mêmes phases opposées.

La circulation simple $\underline{M - A - M}$
Commence par la vente ----- Finit par l'achat

La circulation de l'argent $\underline{A - M - A}$
Commence par l'achat ----- Finit par la vente

L'un est bien l'inverse de l'autre. Selon le type de circulation le départ du processus est soit l'argent soit la marchandise et la médiation est soit l'argent soit la marchandise.

Dans la circulation simple $M - A - M$, l'argent est converti en marchandise qui sert de valeur d'usage. A l'inverse avec l'accumulation du capital $A - M - A$, l'acheteur donne son argent avec pour seul objectif de le reprendre.

Le cercle $M - A - M$ a pour point initial la marchandise et pour point final une autre marchandise différente mais de même valeur. Dans ce cadre, ce sont des valeurs d'usage de qualités différentes. Ce n'est pas la même chose concernant le cercle toujours inachevé $A - M - A$. Il n'y a aucune différence qualitative des extrêmes. L'argent reste de l'argent. Ce qui différencie le point d'origine au point final, c'est en réalité la quantité. On retire plus d'argent par rapport à l'argent avancé :

$$A - M - A' \text{ ou } A' = A + \Delta A$$

A' est donc égal à la somme primitivement avancée plus un excédent. C'est cet excédent que l'on appelle plus-value ou survaleur. La valeur se conserve dans la circulation et change sa grandeur. C'est le mouvement qui va de A à A' qui transforme A en capital.

Mais comment cette transformation s'opère ?

Revenons à la formule générale du capital que nous venons, au dessus, de disséquer au regard de la circulation de l'argent :

$$\begin{array}{c}
 A - M - P - M' - A' \\
 \hline
 \downarrow \\
 \text{M ou M' = M' du point de vue de la valeur} \\
 \\
 M - P - M' \text{ représente le cycle productif}
 \end{array}$$

Le patron achète des marchandises (machines, matières premières et force de travail) à leur valeur :

$$A - M$$

Il les utilise dans la sphère de production :

$$M - P - M'$$

Une marchandise naît ; elle sera elle-même vendue à sa valeur :

$$M' - A'$$

Mais cette marchandise sera vendue à une somme qui sera supérieure à la somme des valeurs achetées :

$$A' = A + \Delta A$$

La plus-value ou survaleur (ΔA) apparaît dans le cadre du processus de production, processus de production mené par les travailleurs.

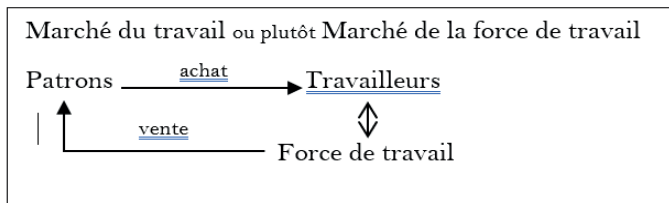
Mais comment est-ce possible ?

Le travail et la force de travail sont distincts. Il ne faut pas confondre ces deux notions. En effet, ce que vend le salarié ce n'est pas son travail mais sa force de travail. Il la met temporairement à la disposition de l'entreprise à travers la négociation asymétrique d'un contrat de travail.

L'entreprise ne s'approprie pas le travailleur, mais sa force de travail.

Le travailleur vend sa force de travail car il ne dispose pas des moyens matériels lui permettant de réaliser son travail. Cette situation est le propre du capitalisme : la séparation primitive entre l'homme et les moyens de production. Cette situation se traduit par la séparation entre deux classes sociales :

- Une classe qui possède les outils de production (qui sont eux-mêmes comme nous l'avons vu les produits du travail) et qui est acheteuse de la force de travail.
- Une classe qui ne possède que sa force de travail (leurs bras et/ou leurs cerveaux) et qui est vendeuse de sa force de travail.



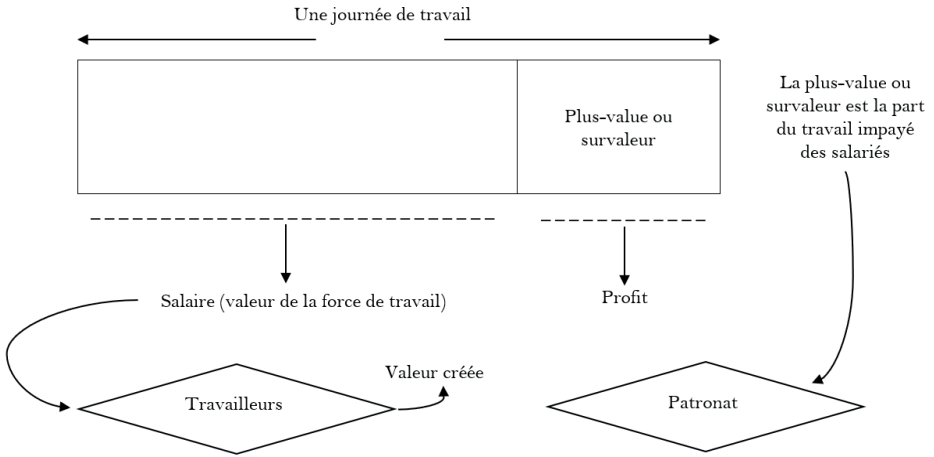
La force de travail n'est pas, par conséquent, une marchandise comme les autres. La force de travail achetée permet de réaliser une quantité de travail qui n'est limitée que par l'énergie agissante et la vigueur physique et/ou intellectuelle du travailleur. Le salarié ne vend pas une quantité donnée de travail à l'entreprise, mais il vend sa capacité à fournir une force de travail, capacité qui peut varier selon les contextes, les organisations du travail, les évolutions législatives, les rapports de force ...

La valeur d'usage de la force de travail a cette particularité de créer de la valeur d'échange.

Il n'est pas possible d'acheter du « travail » simplement parce qu'il n'y a pas de travail en dehors d'un procès de production. Dans ce cadre, le capitaliste se reproduit et reproduit le travailleur. C'est l'essence même de l'achat de la force de travail.

La force de travail existe comme extérieur au capital. Et c'est cette extériorité qui est au fondement de la création de la valeur et la plus-value ou survaleur. Ainsi au regard aux procès de production et de reproduction capitaliste, le travail humain est substance de la valeur et la force de travail source de plus-value ou survaleur.

C'est le salaire qui rémunère la force de travail. En aucun cas, il ne rémunère le travail.

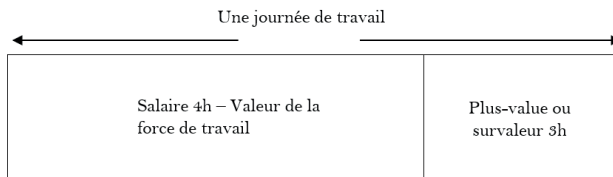


La valeur d'un salarié est comme toutes les autres choses, son prix. C'est ce que l'on donnerait pour l'usage de sa force. Une fois achetée, la force de travail par l'entreprise, celle-ci l'utilise, tout comme n'importe quel acheteur de marchandise. Il a le droit de consommer les marchandises qu'il achète. Utiliser la force de travail signifie, pour une entreprise, de la faire travailler. La valeur quotidienne de la force de travail (le salaire versé aux salarié.e.s) est tout à fait distincte de l'exercice quotidien de cette force.

Le salaire apparaît :

- Comme prix en tant que valeur d'échange, car le travailleur pour vivre doit participer de l'ensemble des rapports marchands en tant que marchandise lui-même ;
- Comme irréductible à un prix de par le statut de la force de travail.

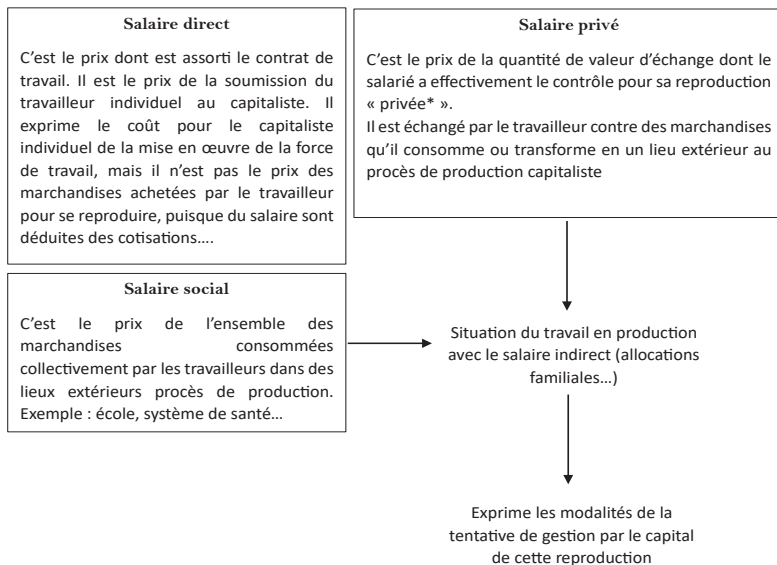
La quantité de travail pour laquelle est valorisée la force de travail du salarié (4h) ne constitue pas une limite à la quantité de travail que sa force est capable d'accomplir.



De ce travail naît un produit du travail d'une valeur supérieure à la force du travail. Dans l'exemple ci-dessus, le travailleur travaille 4 heures par jour pour produire une valeur équivalente à son salaire. Mais ce travailleur étant un salarié, il lui faut

donc vendre sa force de travail à un capitaliste durant 7 heures au travers d'un contrat de travail et réaliser ainsi 3 heures de travail non-payé pour générer la plus-value ou survalueur.

Le travail non-payé est la base de tout mode de production, mais il est masqué dans le cadre du capitalisme. Le surtravail dans le capitalisme est la différence entre la valeur du travail, valeur produite par la quantité totale du travail réalisé par le travailleur et la valeur de la force de travail, c'est-à-dire le salaire déterminé socialement.



Salaire individuel/Salaire collectif

Le capitaliste ne « gère » pas les salaires de l'individu. Pour lui, le salaire est une dépense, un coût. Le salaire individuel n'est qu'un élément du salaire collectif tant sur le plan de la quantité que de la structure du salaire collectif.

Comme quantité, le salaire collectif exprime les contraintes de valorisation qui s'imposent au capitaliste. Dans sa structure, il exprime la reproduction de la structure hiérarchique du travailleur collectif.

La valeur de la force de travail constitue une norme sociale. Karl Marx explique que « Les salaires ne peuvent pas être plus élevés que la valeur des marchandises, mais ils peuvent leur être inférieurs à tous les degrés possibles ». La rémunération du travail, correspondant à la valeur de la force de travail connaît deux bornes :

- **Une borne supérieure.** Au regard de la valeur de la marchandise que le travailleur produit. Si la vente de la marchandise produite par le travail d'un salaire s'établit à 10 000 euros, le salaire versé au salarié ne pourra excéder 10 000 euros. Sinon l'entreprise ferait des pertes et son modèle économique ne serait pas viable.

- **Une borne inférieure.** Au regard de la nécessité de reproduire la force de travail. Les travailleurs doivent être à minima en bonne santé pour pouvoir exercer leur force de travail.

Entre ces deux bornes, la valeur de la force de travail va évoluer en fonction :

- Du rapport de force. La CGT a un rôle fondamental à jouer. Elle se doit à la fois de se renforcer numériquement et de transformer ses syndiqué.e.s en militant.e.s. La bataille sur les salaires et ses accessoires doit être un des axes prioritaires de l'organisation,

- Des tensions sur l'accès à la force de travail par les employeurs. Là encore, la CGT se doit d'intervenir en faisant des propositions concrètes,

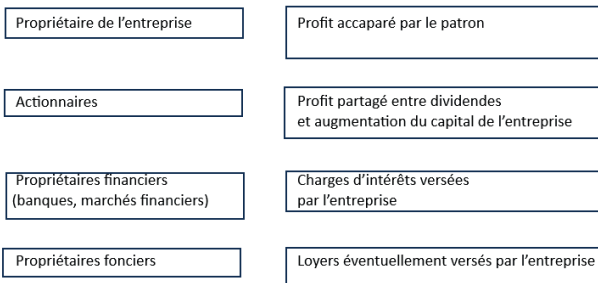
- Du niveau de chômage, cette fameuse « armée de réserve du capitalisme ». La bataille pour l'emploi n'est pas quelque chose de secondaire. La CGT y prend toute sa place,

- Des législations,
- Etc...

En tout état de cause, la valeur de la force de travail est une lourde construction sociale. Elle n'a rien « d'objectif » et de « naturelle ».

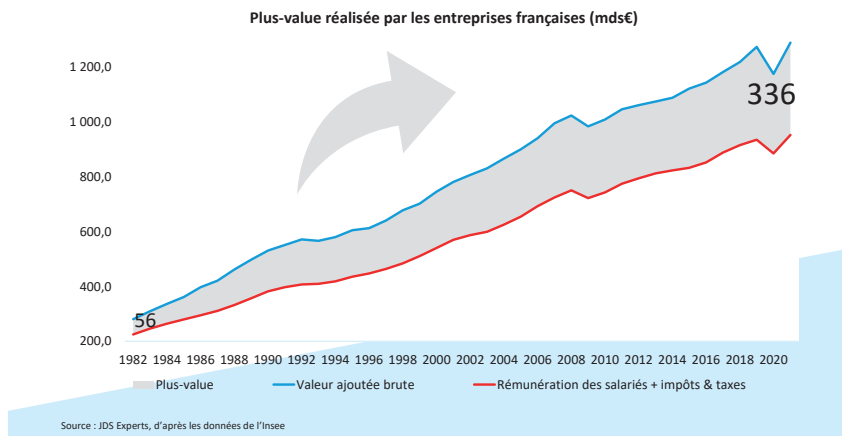
La plus-value ou survaleur devient profit quand elle est accaparée par les capitalistes. La plus-value ou survaleur est une valeur pour laquelle, il n'a pas été payé d'équivalent en termes de quantité de travail pour l'entreprise. Cette plus-value constitue la somme d'argent que les capitalistes se partagent dans des proportions variées, entre eux, l'actionnaire, la banque/marché financier et éventuellement, le propriétaire foncier.

La plus-value ou survaleur devient profit quand elle est accaparée par les capitalistes. Les propriétaires de l'entreprise, fonciers et financiers se la partagent.



Ainsi la plus-value ou survalueur réalisée par les entreprises françaises est en croissance pour atteindre en 2021 336 milliards d'euros. 2022 d'après les estimations devrait perpétuer cette croissance.

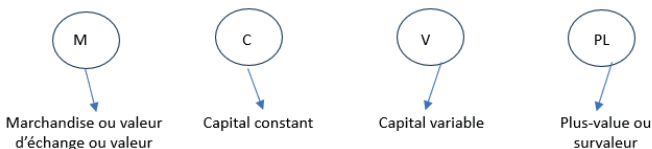
La plus-value réalisée par les entreprises françaises est en croissance et atteint 336 Mds€ en 2021



B) Le rapport contradictoire entre le salarié et le profit

Le profit provient de la plus-value ou survalueur réalisée par l'exploitation de la force de travail. L'intérêt de l'analyse de Karl MARX est qu'elle permet de considérer le capitalisme comme un mode particulier d'appropriation du profit, particulier en ce qu'il n'est pas synonyme de vol, mais d'exploitation.

Nous avons vu un ensemble de concepts tel que la valeur d'usage et la valeur d'échange ou valeur. Nous avons examiné les mesures et les formes de la valeur au travers du travail mort / travail vivant, travail abstrait / travail concret. Nous pouvons affirmer qu'une marchandise en tant que valeur ou valeur d'échange est égale :



Salaires déterminés socialement.

Capital constant : C

Machines et matières premières constituent le capital constant. Il ne fait que transmettre sa valeur. Ces machines et les matières premières nécessitent une dépense de travail. Ce capital incorpore donc du travail que l'on nomme travail mort car ne crée pas de valeur mais transmet une partie de sa valeur créée dans le passé.

Capital variable : V

C'est le temps de travail qui est payé au travailleur qui doit lui permettre de vivre.
Variable signifie simplement que le travailleur produit plus de valeur qu'il n'en coûte. Il est source de valeur pour le capitaliste.

Capital ?

Capital constant parce qu'il ne s'agit pas seulement d'instruments appropriés par une classe sociale : la bourgeoisie. Cela lui permet ainsi d'assurer sa domination.
Capital variable parce que le travailleur est obligé de vendre sa force de travail au capitaliste.
En ce sens, le capital est un rapport social.

Comptablement, on peut représenter la problématique du plan de travail ainsi :

Profit	Prix de vente de la marchandise	Valeur de la marchandise produite	Quantité de travail pour produire la marchandise	La quantité de travail incorporé dans les services publics La quantité de travail incorporée dans les consommations intermédiaires composant la marchandise La quantité au travail incorporée dans les moyens de production
Salaires				
Impôts et taxe			Quantité de travail acheté à l'extérieur de l'entreprise	
Matières premières, énergie ; sous-traitance... etc.				
Outils, machines, bâtiments etc.				

Les quantités de travail présentes dans les biens et services incorporés sont achetées par l'entreprise consommatrice à des entreprises productrices. D'un point de vue comptable, ce sont les consommations intermédiaires, les investissements et les impôts et taxes : les entreprises productrices les vendent elles aussi à leur juste valeur, la valeur réelle, déterminée par la quantité de travail socialement incorporée à la production. La quantité de travail incorporé à la production de l'entreprise est achetée par l'entreprise utilisatrice à des travailleurs. Ce sont les salaires versés. Ces achats se font à une valeur, le salaire, définis contractuellement mais qui ne reconnaît pas l'intégralité de travail réalisée par le travail.

Mais davantage que par le profit (sa masse), le pilotage économique se fait par le taux de profit.

Certes, théoriquement, le profit peut avoir une utilité, celle d'accroître les réserves des entreprises. Ces réserves peuvent être employées pour continuer à payer les charges même en cas de recul de l'activité, à rembourser la dette, ou encore investir dans l'outil de production.

En réalité, en régime capitaliste, ces capitaux propres seront utilisés pour investir dans les activités ou les actifs sont à forte rentabilité pour accroître d'un cran supplémentaire le niveau de profit. L'objectif des entreprises est de valoriser au maximum le capital investi. Cela se traduit par des choix d'investissement prioritairement dans des projets à forte rentabilité. En situation de choisir entre deux utilisations possibles de l'argent mis à la disposition de l'entreprise, ses dirigeants opteront pour celle qui supportera le profit le plus élevé au regard du capital avancé par son patron ou ses actionnaires.

Avec l'exemple ci-dessous, l'entreprise sait où elle devra investir :

	Capital investi	Profit	Taux de profit
Entreprise A	1200	200	17 % (200/1.200x100)
Entreprise B	500	100	20 % (100/500x100)

Elle investira théoriquement dans l'entreprise B. 

Revenons sur la formule concernant la valeur de la marchandise :

$$M = C + V + PL$$

Il est nécessaire de faire apparaître d'une part :

- Le degré de mécanisation de l'entreprise qui produit cette marchandise :
C C'est le capital constant.
- Le taux d'exploitation ou au taux de plus-value (survaleur)
PL Travail non payé
V Travail payé

Le taux de profit est le rapport qui existe entre d'un côté la plus-value ou survaleur, c'est-à-dire le travail non payé et de l'autre, l'ensemble du capital avancé sous forme d'achat de machines et de matières premières (C) et de force de travail (V).

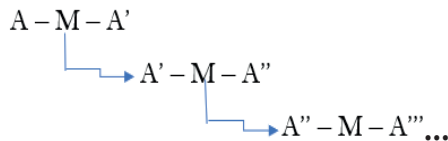
Le taux de profit s'écrit donc :
$$P = \frac{PL}{C+V}$$

C'est ce que rend compte l'exemple ci-dessus pour deux entreprises dont le taux de profit est respectivement de 17 % et 20 %. Mais l'investissement d'une entreprise dans une autre entreprise ne dépend pas que du taux de profit mais aussi du « prix de production » qui dépend notamment de la composition organique du capital, c'est-à-dire du degré de mécanisation ou d'automatisation de l'entreprise dans laquelle il va être investi.

En fait, il faut parler d'un taux de profit moyen. Celui-ci résulte de la péréquation du taux de profit. Cette péréquation est tendancielle. En effet, on comprendrait mal qu'un secteur retardataire (faible automatisation) puisse avoir un taux de profit supérieur à celui d'une branche de pointe qui utilise des techniques de production les plus modernes.

En fait, ce n'est pas seulement le taux d'exploitation (PL/V) qui est le marqueur de la migration des capitaux, mais celui du capital total (C+V) susceptible de rapporter le plus.

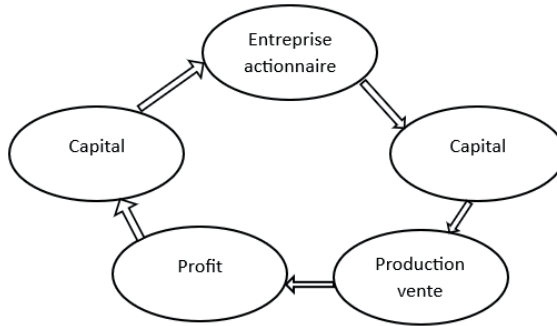
Le capitalisme a pour essence l'accumulation du capital :



Ou
$$\begin{aligned}
 A' &= A + \Delta A \\
 A'' &= A' + \Delta A' \\
 A''' &= A'' + \Delta A''
 \end{aligned}$$

Cela passe par la destruction de la planète. Simplement, parce que la nature n'étant pas valorisée comme capital, c'est gratuit pour le capitaliste.

L'accumulation du capital crée des tensions sur le taux de profit.

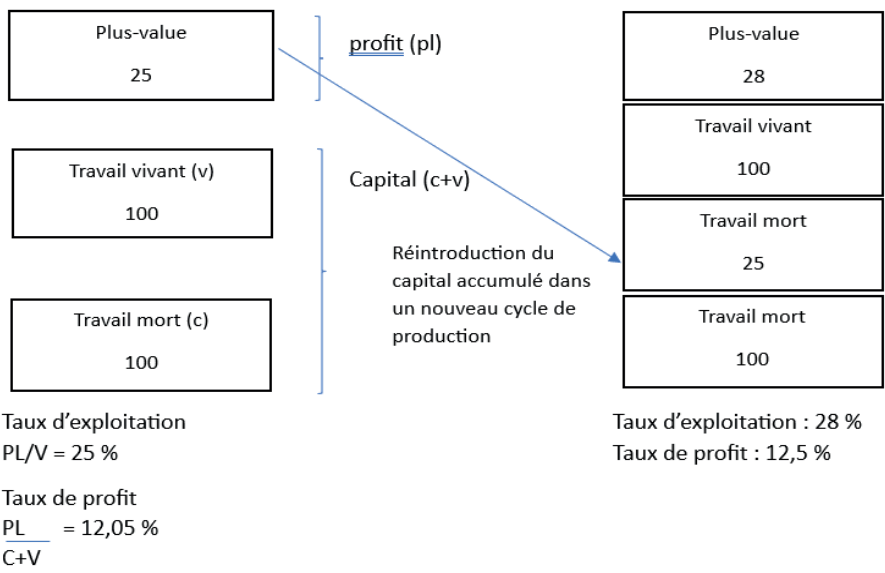


Le profit est la base de l'accumulation capitaliste. Celle-ci s'opère par la transformation des profits des entreprises en nouveaux capitaux, devant générer à leur tour de nouveaux profits et de nouveaux capitaux, etc...

C'est l'ADN du capitalisme : faire de l'argent avec de l'argent en exploitant les travailleurs. Et ce désir est potentiellement sans fin.

Les capitalistes réinvestissent en grande partie le profit dégagé par la force de travail pour accroître les capacités de production et nous en retirer toujours plus de profit. Une partie peut en effet être utilisée directement pour financer « un train de vie ».

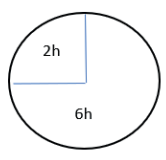
Cette accumulation capitaliste se traduit empiriquement par une exploitation croissante de la force de travail.



Pour augmenter le taux de plus-value, il faut accroître le taux d'exploitation. Il y a plusieurs manières pour le capitaliste de le faire :

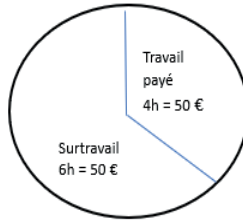
Prenons une journée de travail de référence :
travail payé V = 6h : 75 €

$PL = 2h : 25 \text{ €}$



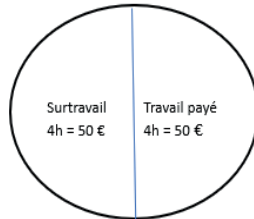
On peut augmenter le temps de travail. Il y a une limite physique et physiologique. L'allongement de la durée du travail, avec un salaire maintenu, constant ou augmenté dans une proposition moindre que la durée du travail, est le moyen le plus direct pour accroître le taux de plus-value.

PL = 6h : 50 €
V = 4h : 50 €



- Allonger la durée du travail, c'est accroître la valeur et le revenu créés par le salarié ; maintenir le salaire constant ou l'augmenter moins que la durée, c'est accroître le montant de la plus-value ou le taux de plus-value. C'est aujourd'hui le cas avec les forfaits concernant le temps de travail.

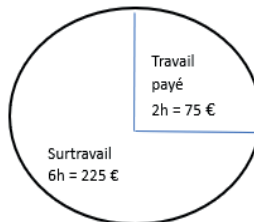
- En baissant les salaires. Il s'agit de rapprocher le prix de la force de travail, à savoir le salaire du minimum vital : ce qui est nécessaire pour reproduire cette force de travail le lendemain (limite physique et physiologique), au salaire payé.



$$\begin{aligned}
 PL &= 4h : 50 \text{ €} \\
 V &= 4h : 50 \text{ €}
 \end{aligned}$$

Comme le travail nécessaire est égal à la valeur des moyens de consommation achetés par le salarié, cette baisse de salaire implique donc une baisse de la valeur de ces moyens de consommation. L'inflation ou encore les exonérations de cotisations sociales permettent entre autres aux capitalistes de baisser les salaires.

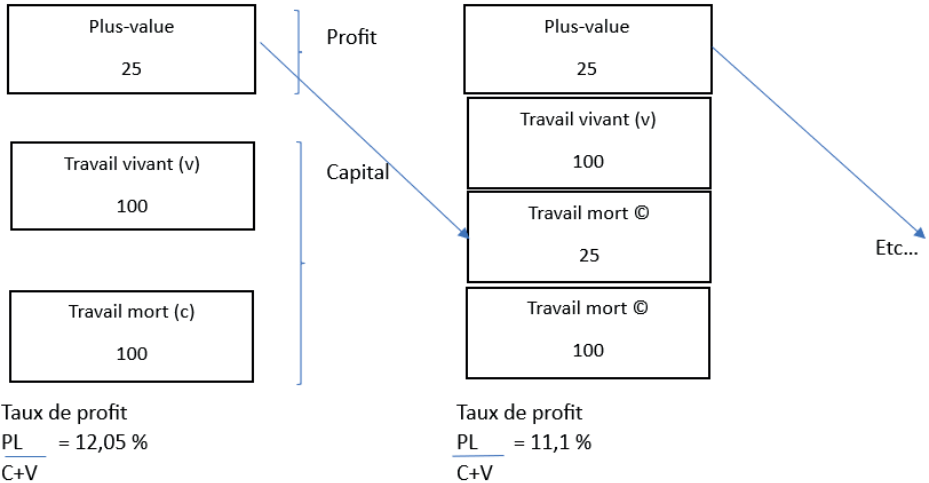
- En augmentant la productivité



La productivité marginale est décroissante, c'est-à-dire qu'elle génère de moins en moins de surtravail.

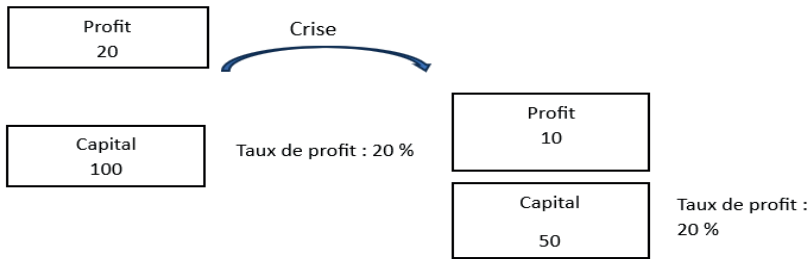
Le capitaliste va donc accumuler et accumuler encore tout en exploitant toujours plus les travailleurs jusqu'aux crises de suraccumulation du capital.

Cette crise intervient quand la plus-value extraite de l'exploitation de la force de travail ne permet plus de valoriser, par le profit, une quantité de capital devenue trop importante selon les normes de rentabilité.



Karl MARX est clair quand il démontre que « dès que le capital aurait augmenté par rapport à la population ouvrière dans des proportions telles que ni le temps de travail absolu que fournit cette population ne pourrait être allongé, ni le temps de travail relatif étendu ; donc si le capital accru ne produisait qu'une masse de plus-value tout au plus égale qu'avant son augmentation, alors il y aurait surproduction absolue de capital» [Le Capital, livre III Chapitre XV]

Face à cette crise de suraccumulation, des mécanismes de dévalorisation du capital se mettent en place. Une partie du capital est détruite. Il ne s'agit pas d'une simple mise en sommeil mais bien d'une destruction pure et simple. Cela se concrétise notamment par des fermetures d'entreprises, des licenciements...



Il faut comprendre que chez MARX la dévalorisation ne signifie pas autre chose qu'une diminution du point de vue du capital social. Et c'est pour cela que le reste du capital va pouvoir rapporter un taux de profit supérieur à celui qui précède la dévalorisation. On aura donc un taux de profit avec un taux de dévalorisation formulé ainsi :

Taux de profit : $\frac{PL}{C+V}$
avant dévalorisation

Taux de profit : $\frac{PL}{(C+V) - K}$ K étant le montant de la dévalorisation
après dévalorisation

La dévalorisation est une contre tendance à la baisse du taux de profit social. Ainsi à plus-value constante, le taux de profit est maintenu, voire augmente. La conception même du capital et de sa reproduction est centrée sur l'extorsion de survaleur.

Niveau de chômage / baisse des salaires

Dans le système capitaliste, le niveau des salaires ne peut s'éloigner durablement du minimum de subsistance. Ce niveau est régulé par l'existence d'une surpopulation relative de la classe ouvrière par rapport au besoin de main-d'œuvre des capitalistes. MARX appelle « armée industrielle de réserve » cette surpopulation relative. Elle permet aux dirigeants d'entreprises de tirer à la baisse les salaires de ceux qui ont un emploi qui craignent de perdre leur emploi et donc de basculer dans l'armée de réserve.

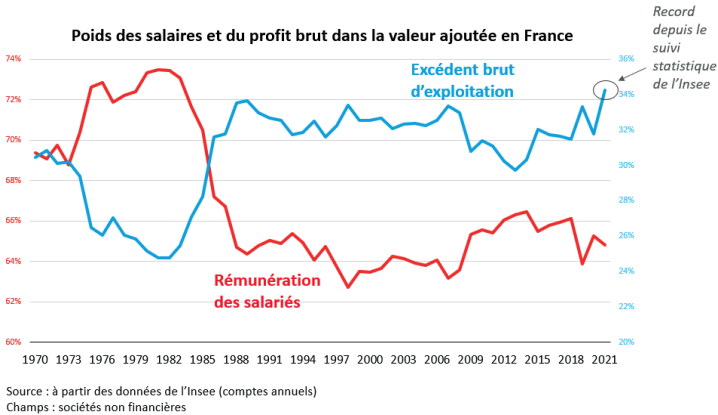
Dans de nombreux secteurs d'activité, le progrès industriel réduit le nombre de salarié.e.s, nécessaires pour la production et permet aux capitalistes de tirer ainsi plus de profits, de moins de travail, mais, en même temps, les capitalistes augmentent la quantité de travail que chaque salarié doit fournir, en prolongeant son temps de travail ou son intensité. Ainsi, selon MARX, « l'excès de travail imposé à la fraction de la masse salariée qui se trouve en service actif grossit les rangs de la réserve, et, en augmentant la pression que la concurrence de la dernière exerce sur la première, force celle-ci à subir plus docilement les ordres du capital ». Les politiques économiques mises en œuvre depuis des décennies suivent cette logique, en adoptant le modèle NAIURU (Non Accelerating Inflation Rate of Unemployment), c'est-à-dire le taux de chômage d'équilibre n'accéléralant pas l'inflation.

Ce modèle économique part de l'idée que si le taux de chômage est trop faible, les salarié.e.s peuvent négocier de meilleurs salaires à l'embauche et au fur et mesure de leur ancienneté dans l'entreprise. Les entreprises risquent alors de répercuter cette hausse de salaires sur leur prix et les salarié.e.s, ce qui augmenterait l'inflation. Basé sur un modèle NAIURU, les politiques néolibérales ont donc pour objectif de maintenir un certain niveau de chômage pour lutter contre les pressions inflationnistes. Derrière cet objectif se cache en réalité une volonté d'augmenter les profits, car la hausse des salaires n'entraîne en réalité structurellement pas de hausse de prix.

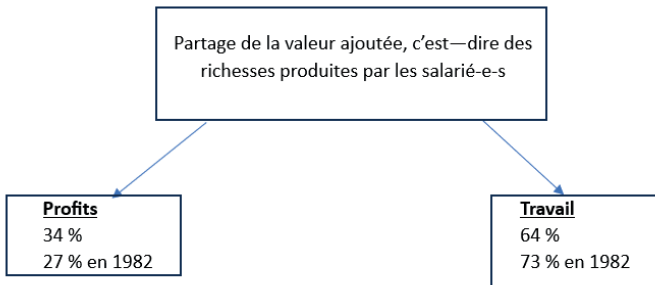
C) Travail contre capital

Il y a lutte autour de la répartition salaire / profit. Le profit est pris sur le salaire et inversement. C'est la question du poids des salaires et des profits dans la valeur ajoutée.

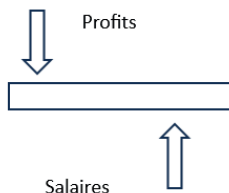
Lutte autour de la répartition salaire/profit : le profit est pris sur le salaire, et inversement



Comment lire ce graphique : en 1982, 73% de la valeur ajoutée rémunérait le travail, 25% le profit brut. En 1990, 64% de la valeur ajoutée rémunérait le travail, 34% le profit brut.



Dans un environnement concurrentiel, la hausse des salaires se traduit par un recul du profit plus que par la hausse des prix. Il est clair que le rapport général entre les salaires, les prix et les profits ne peuvent pas se traduire de manière durable par une boucle « prix-salaire ».



Dans une entreprise donnée, hors effet de monopole, les variations dans le partage de la valeur ajoutée seront sans influence sur la valeur de la marchandise. Une hausse générale du salaire aboutirait donc à une baisse générale du taux de profit. Elle peut influencer sur les valeurs des marchandises, mais que de manière ponctuelle. La concurrence entre entreprises, au niveau national et international, freine la capacité des entreprises à répercuter la croissance des salaires sur les niveaux de prix de vente des marchandises.

C'est la lutte de classe qui est en réalité l'aiguilleur du partage de la valeur ajoutée entre les salaires et les profits.

Elle est au cœur du système capitaliste. Dans cette lutte, la bourgeoisie tente par tous les moyens d'augmenter le taux d'exploitation (V/PL), qui passe par une diminution du paiement de la force de travail ou une substitution de l'emploi par l'automatisation. En effet, le taux de profit (TP) s'écrit comme nous l'avons vu :

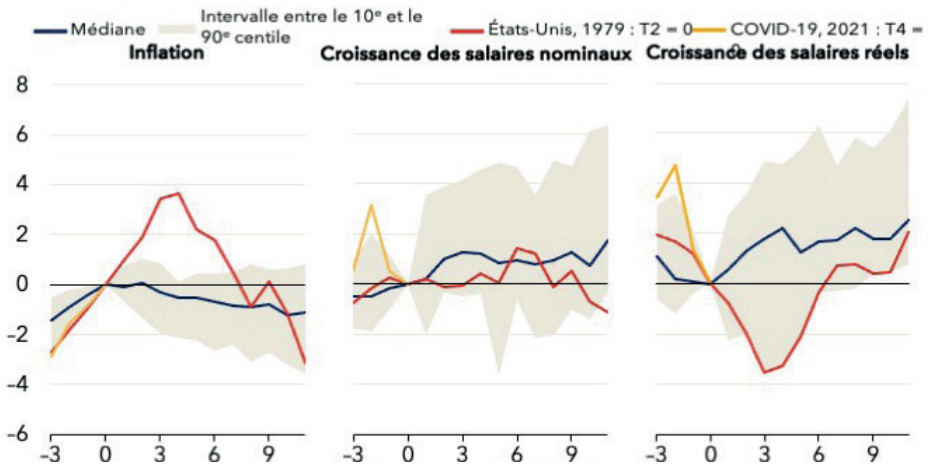
$$TP = \frac{PL}{C+V} \quad \longrightarrow \quad TP = \frac{PL/V}{C/V + 1}$$

Chacun pourra voir que le taux de profit dépend en réalité à la fois du taux d'exploitation PL/V et du taux d'automatisation (C/V). L'objectif de la bourgeoisie est de faire en sorte que le premier soit plus important que le second au dépend à chaque fois du paiement de la force du travail. La bataille est donc double :

- contre l'exploitation capitaliste,
- contre une automatisation synonyme de chômage. Elle devrait en réalité permettre une réduction du temps de travail.

C'est pourquoi, le renforcement de la CGT est important. C'est la seule organisation syndicale qui a cette grille de lecture, grille qui repose sur une situation réelle.

Le FMI (Fonds Monétaire International) vient de publier une étude concluant que jusqu'à présent les risques d'une spirale «salaire-prix» étaient limités. Il étudie 22 épisodes inflationnistes intervenus dans 30 économies avancées et couvrant les 40 dernières années, et pour quelques-unes, les 60 dernières années. Le FMI conclut que ces épisodes inflationnistes passés n'ont pas été suivis d'une spirale salaires-prix, dans laquelle l'inflation et la croissance des salaires nominaux continuent d'augmenter sur une période prolongée.



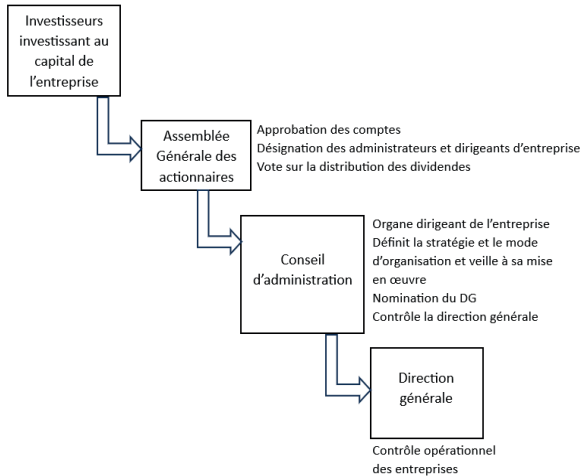
En moyenne, nous dit le FMI, à la suite des épisodes passés d'inflation, lorsque l'inflation se mettait à reculer, les salaires progressaient. L'étude du FMI observe lors du recul de l'inflation, les salaires nominaux avait tendance croître en parallèle.

Lutte capital/travail

Comment agir dans l'entreprise ?

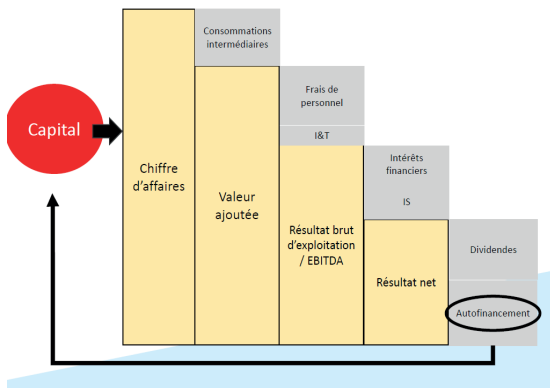
A) Que faire du profit ?

Dans le fonctionnement d'une entreprise sous sa forme capitaliste : les actionnaires ont le pouvoir

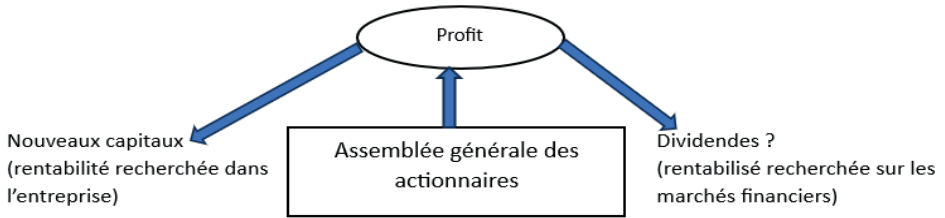


Une partie du profit peut être utilisée pour rémunérer directement les actionnaires via les dividendes. Une autre partie peut venir augmenter le montant des capitaux propres des entreprises, qui constituent les ressources de long terme des entreprises pouvant être investies.

A quoi sert le profit ? (1/2)



Entre deux utilisations d'une somme donnée en capital, la règle qui guide les choix d'affectation est l'usage qui rendra maximum le profit dégagé pour chaque euro qui compose cette somme.



Dans ce cadre, il peut y avoir distribution de dividendes. Cette distribution consiste à confier aux marchés financiers, et non à l'entreprise, le soin de valoriser le profit réalisé.

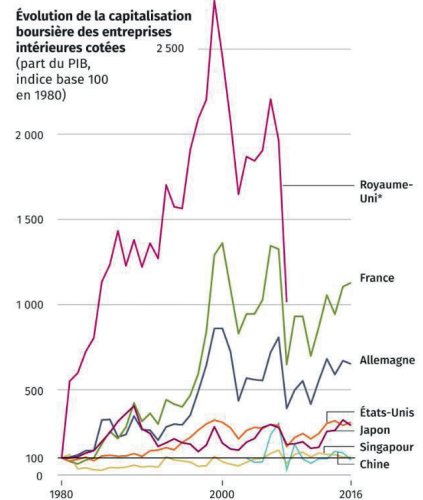
En France, les dividendes distribués ont représenté un coût de 231 milliards d'euros en 2021. C'est 18 % de la valeur ajoutée nationale, le PIB, qui ont été distribués aux actionnaires.

Pour les entreprises du CAC 40, les versements de dividendes ont atteint 67,5 milliards d'euros en 2022 selon l'ONG, observatoire des multinationales (contre 57,5 milliards l'année précédente).

L'ONG précise que « globalement, le CAC 40 aura donc redistribué les 2/3 de ses profits en 2022 aux actionnaires sous forme de dividendes ou de rachats d'actions ».

En même temps, les rachats d'actions, qui profitent aussi aux actionnaires ont reculé d'un petit milliard puis qu'elle passe de 26 milliards en 2021 à 25 milliards en 2022.

Capitalisation boursière et PIB, 1980-2017



* Absence de données depuis 200

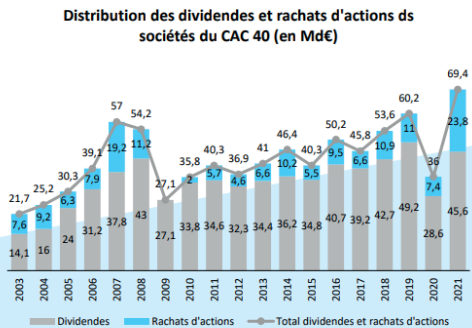
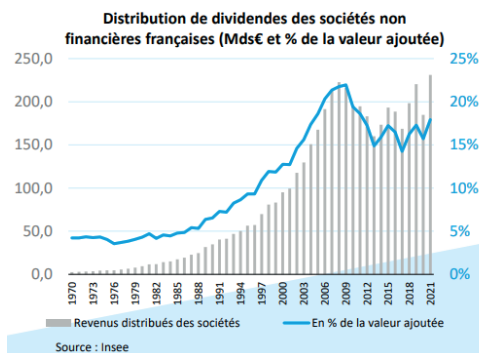
L'ONG précise que 34 groupes du principal indice boursier français « ont augmenté leur versement de dividendes sur les profits 2022 » et ce, « quelle que soit leur situation économique ».

Elle souligne aussi que parmi « les plus généreux avec leurs actionnaires, on retrouve sensiblement la même liste d'entreprises que pour les superprofits » :

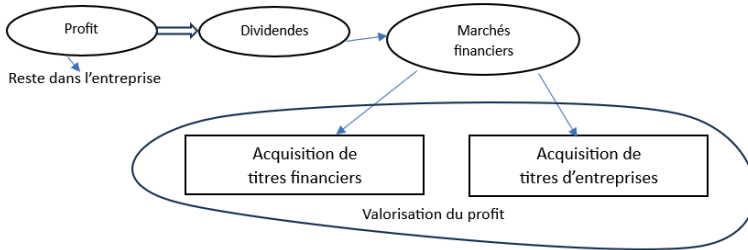
Total Energies : 10 milliards de dividendes
7 milliards de rachats d'actions
LVMH : 6 milliards de dividendes
1,6 milliard de rachats d'actions
AXA : 4 milliards de dividendes
2,3 milliards de rachats d'actions

Et l'ONG indique que « les grands gagnants de cette course à la gratification des actionnaires sont Bernard ARNAULT, qui doit toucher via sa holding familiale près de 3 milliards d'euros de dividendes de LVMH, et Blackrock, présent au capital d'au-moins une trentaine de groupes du CAC 40, et qui doit empocher la coquette somme de 2,8 milliards d'euros ».

Enfin, le CAC 40 affiche 16.000 emplois de moins dans l'hexagone depuis 2019 alors que les profits annuels sont augmentés de 74 % et ses versements aux actionnaires de 61 % sur la même période. 2023 devrait être aussi juteuse pour les actionnaires que 2022.

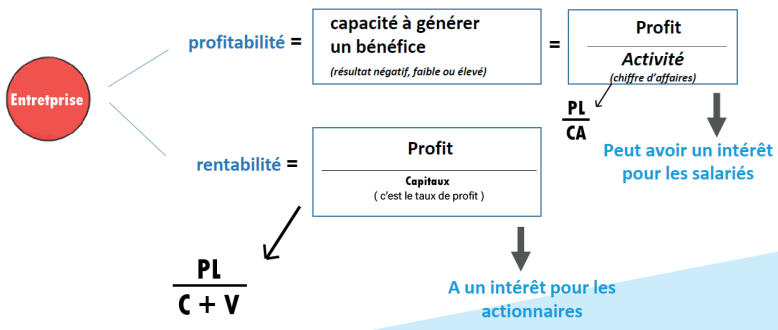


La distribution des dividendes consiste à confier aux marchés financiers, et non à l'entreprise, le soin de valoriser le profit dégagé par l'entreprise, mais dans d'autres sphères de l'économie. Cela prend la forme d'acquisitions de titres financiers et de titres d'entreprise. La valorisation des actions d'entreprises cotées en bourse ne cesse de progresser partout dans le monde depuis le milieu des années 1980 et cela à un rythme bien plus important que la croissance économique mesurée par le PIB. Cette dynamique favorise les plus-values boursières.



B) Contre le discours patronal sur l'utilité du profit

Rentabilité et profitabilité, ce n'est pas la même chose. Le patronat cherche bien souvent à semer la confusion pour mieux faire passer des politiques de régression sociale.



Ainsi, une activité peut être profitable (bénéficiaire) mais insuffisamment rentable. Le taux de profit $\text{PL}/\text{C} + \text{V}$ ou profit/capitaux peut être mesuré à l'aide d'indicateurs.

Dans une logique générale, on rapporte un indicateur de profit, réalisé ou attendu, à un indicateur du montant de capital investi pour obtenir ce profit. Mais l'expression du capital investi et du flux de profit enregistré au cours d'un exercice comptable peut varier selon le point de vue adopté.

Dans le rapport profits/capital, nous avons :

a) Le capital. L'expression comptable du capital est classiquement le montant des capitaux propres de l'entreprise. Ils sont constitués du capital social apporté initialement par les actionnaires et augmenté chaque année des profits non distribués aux actionnaires.

Actif	Passif
	Capitaux Propres

Mais, le capital d'une entreprise comprend également les fonds apportés par les créanciers (banques et/ou marchés financiers) suite à l'émission de dettes de la part de l'entreprise.

C'est au bilan de l'entreprise qu'apparaissent les capitaux propres. Ils comportent notamment le capital social, le report à nouveau et les réserves légales et statutaires.

Bilan passif

Capitaux propres [ressources permanentes]	- Capital social ou individuel
	- Primes d'émission, de fusion...
	- Ecart de réévaluation
	RESERVES
	- Réserves légales
	- Réserves statutaires ou contractuelles
	- Réserves réglementées
	- Autres réserves
	Report à nouveau
	- Résultat de l'exercice
	- Subvention d'investissement
	- Provisions réglementées

b) Les profits. On peut retenir le profit net (bénéfice net après impôt) sur lesquels les dividendes versés aux actionnaires sont directement prélevés :

- Ici, l'analyse est centrée sur l'entreprise en tant que lieu de production de valeur,
- Ce qui intéresse les actionnaires est la capacité de l'entreprise à dégager un excédent une fois qu'elle a financé toutes les charges.

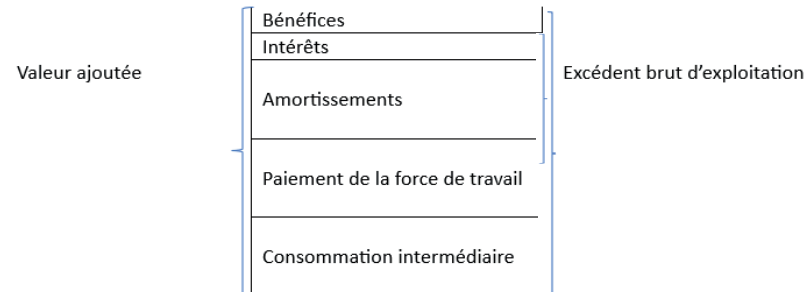
$$\text{Bénéfices} = \text{Produits} - \text{charges}$$

- + résultat d'exploitation — [produit d'exploitation – charges d'exploitation]
- + résultat financier — [produit financier – charges financières]
- + résultat exceptionnel — [produit exceptionnel – charges exceptionnelles]

- Impôts sur les bénéfices
résultat net ou bénéfices

On peut également retenir le profit d'exploitation, inspiré par la mondialisation financière. Cette conception est aujourd'hui dominante pour la plupart des grands groupes.

Cette conception consiste à considérer l'entreprise dans son ensemble comme un actif à valoriser (en vue des cessions de parts notamment). Dans cette représentation de l'entreprise, on s'intéresse alors essentiellement au cash généré par l'activité, qui sert de référence pour calculer la valeur d'une entreprise. Le profit sera alors assimilé à des indicateurs de cash : l'excédent brut d'exploitation (EBITDA en norme anglosaxonne), flux de trésorerie.

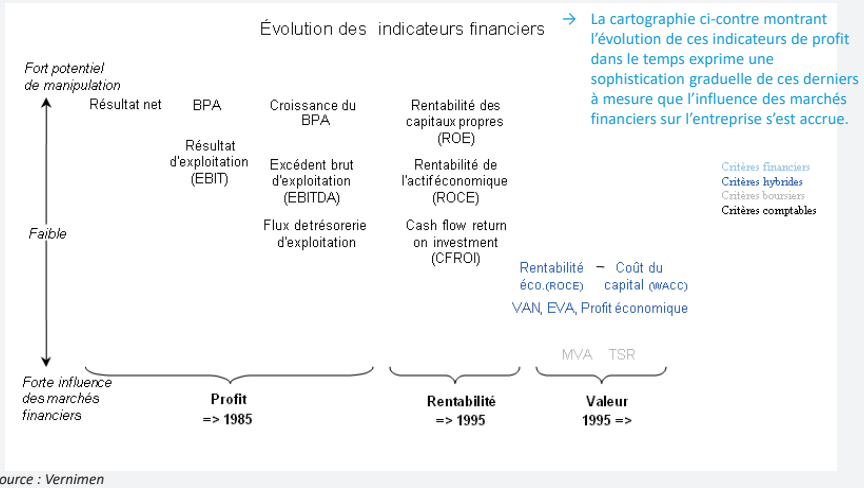


EBE (Excédent Brut d'Exploitation) = chiffres d'affaires – charges d'exploitation.

On trouve ses éléments dans le tableau des soldes intermédiaires de gestion.

Soldes intermédiaires de gestion	Années	%
Chiffres d'affaires		
Achats consommés		
Marge globale		
Charges externes		
Valeur ajoutée		
Impôts et taxes		
charge de personnel		
EBE		

Les indicateurs de mesure du taux de profit (2/2)



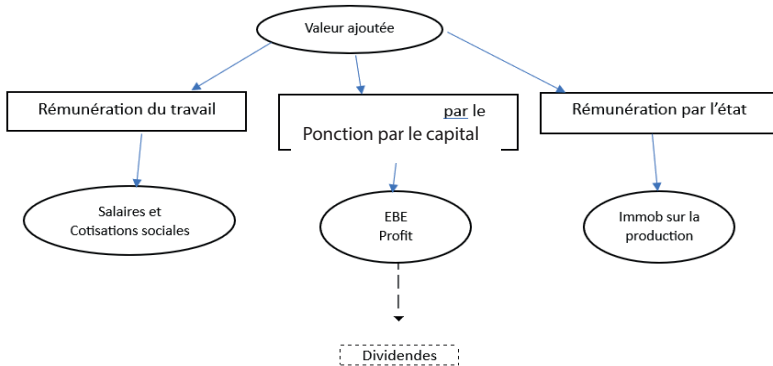
Dans la création de richesses, le profit n'en est pas une mesure mais une ponction.

Ce n'est pas le profit mais la valeur ajoutée qui mesure la création de richesses dans l'entreprise. La valeur ajoutée exprime la création de richesses réalisées par les salarié.e.s d'une entreprise au cours de l'exercice. Elle se calcule en déduisant du Chiffre d'Affaires (CA), la valeur des ventes réalisées par l'entreprise et toutes les consommations intermédiaires.

Les consommations externes sont achetées à des entreprises extérieures et correspondent à des biens et services transformés ou entièrement consommés au cours du processus de production de l'entreprise qui les achète (marchandises, matières premières, maintenance, loyers, énergie, sous-traitance, etc...).

Valeur ajoutée = chiffres d'affaires – consommations intermédiaires.

La valeur ajoutée exprime, comme son nom l'indique, la valeur qui a été ajoutée par le travail humain à ces consommations externes. C'est sur cette richesse supplémentaire que sont prélevés les salaires, les cotisations et les impôts qui pourront servir à alimenter les ressources de la collectivité, mais aussi la plus-value et le profit.

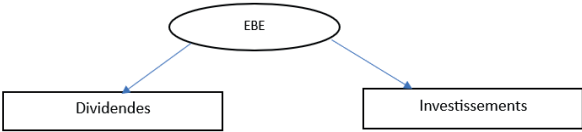


La valeur ajoutée est donc répartie entre les différentes catégories sociales composant la vie d'une entreprise sous sa forme capitaliste.

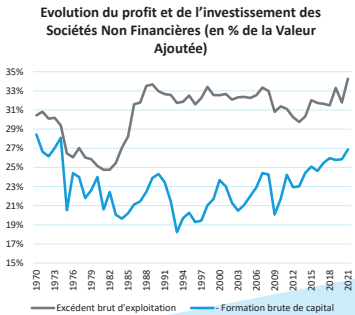
Compte de résultat d'une entreprise

En KE	Exercice N
Chiffre d'affaires	1 000
- consommations intermédiaires	200
= valeur ajoutée	80
- Frais de personnel	250
- Impôts et taxes d'exploitation	30
= Résultat brut d'exploitation	520
- Dotations aux amortissements	50
- Dotations nettes aux provisions	20
= Résultat d'exploitation	450
+/- Résultat financier	- 30
+/- Résultat exceptionnel	- 10
- Participation	- 20
- Impôts sur les sociétés	- 100
= Résultat net comptable	290

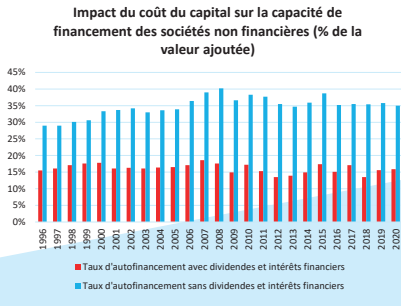
Contrairement au théorème SCHMIDT, slogan politique énoncé par le chancelier ouest allemand Helmut SCHMIDT, le 3 novembre 1974, les profits d'aujourd'hui ne font pas les investissements de demain et encore moins les emplois d'après-demain. En effet, les investissements sont sous la pression du taux de profit et de la rentabilité. Tout ce que les actionnaires prennent en matière de dividendes, c'est autant que n'ira pas aux investissements.



- Des investissements sous pression de la rentabilité
- Tout ce que les actionnaires prennent en matière de dividendes, c'est autant qui n'ira pas ailleurs, notamment aux investissements



Source : JDS Experts d'après les données de l'Insee



Source : JDS Experts d'après les données de la Banque de France

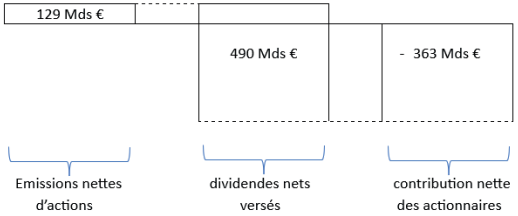
Les profits ne rémunèrent aucunement les soi-disant risques pris par les actionnaires. Sur le plan civil, ils ne sont responsables qu'à hauteur de leurs apports au capital de la société. Ces apports sont souvent faibles, le financement de l'entreprise se faisant en général principalement par endettement et apports compte courant.

Sur le plan pénal, ils ne sont pas responsables des infractions commises par les dirigeants de l'entreprise qu'ils ont nommés. Du point de vue des relations sociales dans l'entreprise, ils n'ont aucune obligation de s'expliquer devant le Comité Social et Economique ou devant les syndicats. Ils ont pour seuls interlocuteurs les dirigeants de l'entreprise qu'ils ont eux-mêmes nommés.

Ils ne sont pas non plus la condition à l'accès au financement externe des entreprises. Les actionnaires sont en réalité un coût net pour la collectivité. Ils pèsent sur le développement de l'économie réelle !

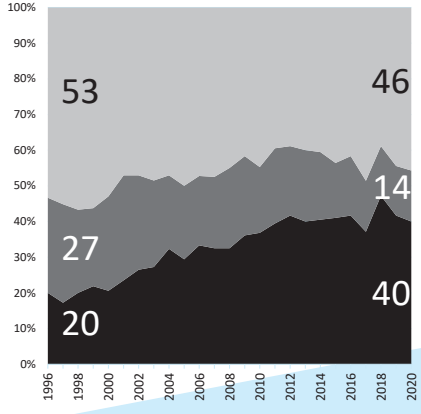
Depuis 2005, les émissions nettes d'action sur le marché primaire ont apporté 129 milliards d'euros de capitaux aux entreprises. Mais dans le même temps, les entreprises ont reversé à leurs actionnaires 492 milliards d'euros de dividendes nets. Les actionnaires ont ainsi représenté un coût net direct pour l'économie réelle de 363 milliards d'euros sur la période 2005-2018, soit autant d'argent ne servant pas le développement de l'économie réelle.

Contribution des actionnaires au financement de l'économie réelle 2005-2018



Banque de France - INSEE

Utilisation globale du profit des sociétés françaises (%)



- Part de l'autofinancement
 - Augmente les ressources de l'entreprise.
 - Mais pour quelle finalité ?
- Part des prêteurs
 - Le coût du capital qui pourrait être économisé par les entreprises.
- Part des actionnaires
 - Donne une mesure des marges de manœuvre dont dispose l'entreprise pour financer le reste.

source : Banque de France

Le profit fait la part belle à la rémunération du capital. Ce qu'il faut comprendre, c'est que le développement du capitalisme se fait par le profit, contre les salaires et l'emploi. Le développement économique s'ancre sur la rentabilité et non sur l'utilité sociale. Cela fait apparaître le paradoxe dans l'abondance. On de tout et de rien, mais pas pour tout le monde et pas nécessairement, ce dont on a besoin.

Le pilotage par le profit empêche l'utilisation de créations de richesses pour reprendre l'ensemble des besoins sociaux et environnementaux.

La création de richesses, au-delà de ce qui est immédiatement versé aux salarié.e.s et à la collectivité doit pouvoir contribuer à la réalisation de nouveaux objectifs sociaux et environnementaux. L'enjeu est de faire croître la valeur ajoutée pour accroître les richesses disponibles pour les salarié.e.s et pour la collectivité.

C) La CGT, un rôle central dans cette lutte

Par le biais des luttes revendicatives, la CGT a pour objectif une transformation sociale de la société. C'est sa raison d'exister. La lutte, encore la lutte, toujours la lutte pour transformer les rapports sociaux de production. Cela nécessite l'élaboration des revendications et de leur mise en débat avec les salarié.e.s.

Pour combattre, elle doit s'appuyer sur des élus CSE qui lui permettent d'avoir accès aux documents figurant dans la BDSE. En plus, ses élus peuvent demander les documents suivants lors des consultations sur la situation économique et financière :

- Liasse fiscale,
- Rapport de gestion,
- Rapport du Commissaire Aux Comptes.

Pour les groupes cotés en bourse, il est possible de consulter la rubrique « investors relations » sur leur site internet sans oublier le site :

<https://www.pappers.fr>

L'objectif est de disposer d'informations afin de débattre avec les salarié.e.s sur la nécessité de transformer le système.

La liasse fiscale permet d'identifier les niveaux de profit. Aussi le compte de résultat de l'exercice [DGFIP n° 2052] laisse apparaître le profit d'exploitation : résultat d'exploitation. Le profit net, lui, est sur DGFIP n° 2053, c'est le bénéfice ou la perte.

■ Profit d'exploitation

4 - COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (suite)		DGFiP N° 2051 2021		
Désignation de l'entreprise		Exercice N	Exercice N-1	
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	BA	2 209	12 987
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	BB	19 901 804	232 579
	Reprises sur provisions et transferts de charges	BC	11 336 208	10 409 879
	Total des produits exceptionnels (I) (VII)	BD	32 346 311	10 655 445
Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (I bis)	BE	-21	282 455
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	BF	439 740	192 403
	Charges exceptionnelles aux amortissements et provisions	BF	9 989 348	10 082 589
	Total des charges exceptionnelles (II) (VIII)	BG	10 428 118	10 557 447
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	BA	11 613 203	114 414	
Impôts sur les bénéfices	BI	4 771 616	5 171 051	
TOTAL DES PRODUITS (I + II + V + VIII)	BS	12 203 796	18 919 392	
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + VI + IX + X)	BT	130 610 798	202 948 208	
3 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)	BU	118 115 722	159 763 833	
	BU	16 500 000	47 224 375	

3 - COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (en liste)		DGFiP N° 2052 2021			
Désignation de l'entreprise		Exercice N	Exercice N-1		
REVENUS FINANCIERS	Revenus de marchandises	FA			
	Productions vendues	FB			
	Charges d'achats vendus	FC			
	Productions vendues	FD			
	Productions immobilisées	FE			
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges (F)	FF			
	Autres produits (I) (II)	FG			
	Total des produits d'exploitation (II) (F)	FI			
	CHARGES FINANCIÈRES	Salaires de marchandises et comptes débiteurs de décaissements	GA		
		Salaires de matériel personnel et autres approvisionnements (I) comptes débiteurs de décaissements	GB		
Autres salaires et charges sociales (II)		GC			
Impôts, taxes et versements assimilés		GD			
Salaires et traitements		GE			
Charges sociales (III)		GF			
Dotations aux amortissements		GG			
Dotations aux provisions		GH			
Dotations aux provisions		GI			
Dotations aux provisions		GJ			
3 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	KA				

■ Profit net

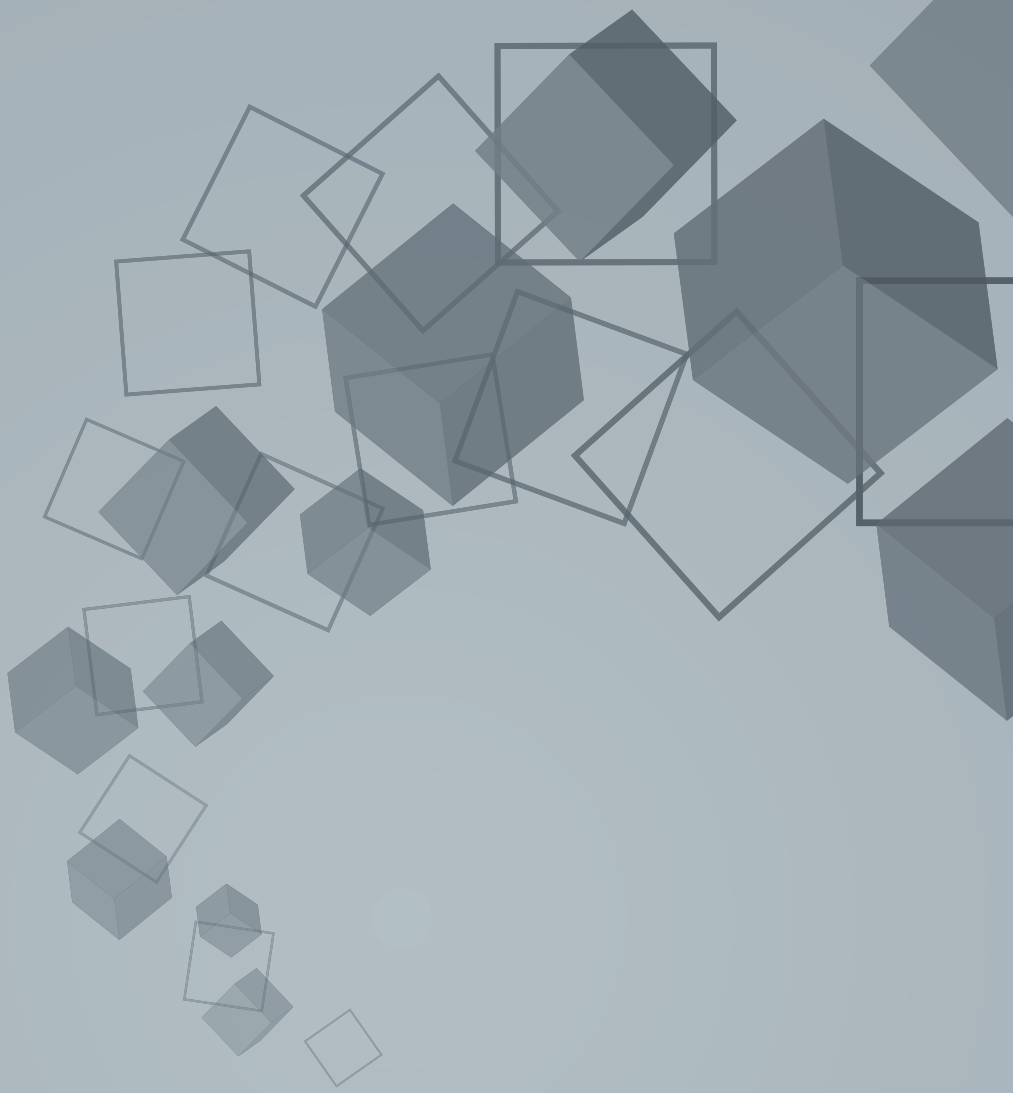
La liasse fiscale permet d'identifier le capital (DGFiP n° 2051) :

- Capitaux propres de l'entreprise,
- Dettes financières de l'entreprise.

■ Capitaux propres de l'entreprise

2 - BILAN PASSIF avant répartition		DGFiP N° 2051 2021		
Désignation de l'entreprise		Exercice N	Exercice N-1	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (I)	BA	13 240 800	13 240 800
	Primes d'émission, de fusion, d'apport...	BB	2 163 450	2 163 450
	Excès de réévaluation (2)	BC		
	Réserves légales (3)	BD	1 324 080	1 324 080
	Réserves statutaires ou contractuelles	BE		
	Réserves réglementées (5)	BF		
	Autres réserves	BG	11 932 395	11 932 395
	Report à nouveau	BH	(12 301 103)	(17 351 079)
	RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	BI	36 500 005	47 224 375
	TOTAL (I)	BJ	63 211 838	69 197 743
PREVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Subventions d'investissement	BS		
	Provisions réglementées	BT	10 952 244	10 663 727
	TOTAL (II)	BU	10 952 244	10 663 727
	Produit des émissions de titres participatifs	BV		
	Avances conditionnelles	BW		
	TOTAL (III)	BX	10 952 244	10 663 727
	Provisions pour impôts	BY	150 000	50 000
	Provisions pour charges	BZ	9 951 635	11 086 978
	TOTAL (IV)	CA	10 101 635	11 136 978
	DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	CB	
Autres emprunts obligataires		CC		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)		CD	15 698 161	17 706 633
Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs)		CE	1 105 169	1 013 533
Avances et acceptées reçues sur commandes en cours		CF	20 435 621	20 280 678
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		CG	10 615 967	11 238 957
Dettes fiscales et sociales		CH	25 131 164	26 404 572
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		CI	404 422	95 134
Autres dettes		CJ	15 796	25 052
Produits constatés d'avance (6)		CK	1 154 813	513 000
TOTAL (V)	CL	74 471 310	77 277 561	

■ Dettes financières de l'entreprise



Fédération des Sociétés d'Etudes

263, rue de Paris - Case 421 - 93514 Montreuil - Cedex - Téléphone : 01 55 82 89 41
Fax : 01 55 82 89 42 - E-mail : fsetud@cgt.fr - Site Internet : www.soc-etudes.cgt.fr